Le Plan 2028 de l'UAW :

Une Stratégie Syndicale Internationale

https://www.may2028.org/

UAW LABOR FOR PALESTINE

La Grève Générale du 1er Mai 2028 : Une Réponse Syndicale Internationale aux Injustices Globales

Introduction

Le 1er mai 2028, Journée internationale de lutte des travailleurs, pourrait marquer un tournant décisif dans l'histoire du mouvement syndical américain. Sous l'impulsion du syndicat United Auto Workers (UAW), un appel à une grève générale a été lancé, visant à aligner les dates d'expiration des contrats syndicaux à l'échelle nationale. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de solidarité internationale, notamment en soutenant la cause palestinienne, et cherche à redéfinir le rôle des syndicats américain dans la lutte des classes internationale.

Le Contexte de l'Appel à la Grève Générale

1. La Grève de 2023 : Un Prélude

En 2023, l'UAW a mené une grève historique contre les trois grands constructeurs automobiles américains : General Motors, Ford et Stellantis. Cette grève, surnommée la « Stand Up Strike », a été marquée par des actions de grève tournantes, ciblant simultanément les usines des trois entreprises. Cette stratégie visait à maximiser la pression tout en minimisant les pertes pour les travailleurs. Le succès de cette grève a renforcé la position de l'UAW et a servi de catalyseur pour l'appel à la grève générale de 2028 (The Nation).

2. L'Appel à la Grève Générale de 2028

En 2024, le président de l'UAW, Shawn Fain, a annoncé que les contrats des trois grands constructeurs automobiles expireront le 1er mai 2028. Il a appelé les autres syndicats à aligner leurs dates d'expiration sur cette date afin de créer une mobilisation massive à l'échelle nationale. Cette initiative vise à exercer une pression maximale sur le patronat et à revendiquer des avancées significatives pour les travailleurs (The Guardian).

La Solidarité Internationale : Le Cas de la Palestine

1. L'UAW et la Palestine

En décembre 2023, l'UAW est devenu l'un des plus grands syndicats américains à appeler publiquement à un cessez-le-feu immédiat en Israël et en Palestine. Cette prise de position s'inscrit dans une tradition de solidarité internationale, où l'UAW a historiquement soutenu des causes de justice sociale à travers le monde (UAW).

2. L'Initiative « UAW Labor for Palestine »

Parallèlement, un groupe au sein de l'UAW, « UAW Labor for Palestine », a intensifié ses efforts pour que le syndicat adopte une politique de désinvestissement des obligations israéliennes. Ce groupe souligne que les fonds investis contribuent au financement de la violence en Palestine et appelle à une réorientation des investissements vers des initiatives de paix et de justice sociale (uaw2865.org).

3. L'Alignement avec la Grève Générale de 2028

L'engagement de l'UAW en faveur de la Palestine ajoute une dimension internationale à la grève générale du 1er mai 2028. Il s'agit de montrer que la lutte des travailleurs américains est liée à celle des peuples opprimés à travers le monde. Cette solidarité internationale renforce le message selon lequel les travailleurs doivent s'unir au-delà des frontières pour lutter contre l'injustice et l'exploitation.

1. Les Revendications des Travailleurs

Les revendications portées par l'UAW et les autres syndicats impliqués dans l'appel à la grève générale incluent des augmentations salariales significatives, une amélioration des conditions de travail, une couverture santé universelle, et des mesures concrètes contre les inégalités raciales et économiques. Ces revendications visent à répondre aux besoins fondamentaux des travailleurs et à réduire les écarts de richesse croissants dans la société américaine (Physicians for a National Health Program).

2. Les Défis à Relever

Malgré l'enthousiasme suscité par l'appel à la grève générale, plusieurs défis demeurent. La coordination entre les différents syndicats, la mobilisation des travailleurs, et la gestion des impacts économiques d'une telle grève nécessitent une organisation minutieuse et une solidarité sans faille. De plus, l'opposition du patronat et la répression a grande échelle des militants syndicaux dans les entreprises pourrait impacter l'organisation de la grève.

Perspectives d'Avenir

L'appel à la grève générale du 1er mai 2028 représente une opportunité unique pour le mouvement syndical américain de se réinventer et de s'engager activement dans des luttes de solidarité internationale. Il offre également un modèle pour les mouvements syndicaux et sociaux à travers le monde, montrant que la solidarité et l'unité sont des forces puissantes pour le changement.

La grève générale du 1er mai 2028, portée par l'UAW et soutenue par des initiatives telles que **« UAW Labor for Palestine »,** incarne une convergence des luttes locales et internationales. Elle souligne l'importance de l'action collective et de la solidarité dans la construction d'un avenir plus juste et équitable pour tous.

Bibliographie

- United Auto Workers. (2023). *UAW Statement on Israel and Palestine*. uaw.org
- UAW Labor for Palestine. (2023). *UAW Labor For Palestine*. uawlaborforpalestine.com
- In These Times. (2024). *Shawn Fain: May Day 2028 Could Transform the Labor Movement—and the World*. inthesetimes.com
- United Auto Workers. (2024). *May Day 2028*. may1.uaw.org
- The Nation. (2024). *The Call Is Out for Mass, Simultaneous Strikes in 4 Years*. thenation.com
- People's World. (2023). *United Auto Workers calls for 'complete and total' ceasefire in Gaza*. peoplesworld.org
- Democratic Left. (2025). *May Day 2028 is Our Confrontation to Make*. democraticleft.dsausa.org
- Socialist Forum. (2024). *Looking Back to Look Forward to 2028*. sfarchive.dsausa.org

Présentation de la traduction

La traduction intégrale du texte **« How a 'Plan 2028' Could Bring Labor and Social Movements Together »** offre un accès aux enjeux de la mobilisation syndicale américaine et de stratégie de l'UAW pour le 1er mai 2028.

Son intérêt réside dans la possibilité d'étudier de manière détaillée un processus en cours aux États-Unis, d'analyser les méthodes d'organisation, de coordination et de construction de contre-pouvoir syndical à grande échelle, et de comprendre les liens entre luttes locales et solidarités internationales. Pour les militants cette traduction constitue un outil précieux pour comparer les pratiques syndicales, réfléchir aux stratégies de mobilisation et nourrir des débats sur le rôle des syndicats dans un contexte mondial.

How a "Plan 2028" Could Bring Labor and Social Movements Together

Stephanie Luce

https://inthesetimes.com/article/plan-2028-labor-social-movements-strikes-may-day

Traduction réalisée avc DeepL et relue par L.G.

Comment un « Plan 2028 » pourrait unir le mouvement syndical et les mouvements sociaux

Grèves de masse ?

L'appel à une action unifiée pour le 1er mai 2028 représente une véritable opportunité à condition de commencer dès maintenant.

L'administration Trump est arrivé avec une force brutale, attaquant les travailleuses et travailleurs ainsi que les institutions sur tous les fronts. Sa stratégie consistant à « inonder le terrain » a laissé beaucoup de gens désorientés et impuissants.

Mais les forces du MAGA ne sont pas irrésistibles. De solides coalitions entre organisations syndicales et mouvements sociaux constituent l'un des meilleurs espoirs pour bloquer la montée des forces nationalistes chrétiennes blanches et pour opposer au pouvoir autoritaire une puissance progressiste.

À l'automne 2023, le président du syndicat **United Auto Workers (UAW)**, **Shawn Fain**, a appelé les syndicats du pays à faire coïncider l'expiration de leurs conventions collectives au **1er mai 2028**, afin de rejoindre l'UAW dans son prochain cycle de négociations avec les **Big Three** (les trois grands constructeurs automobiles). Cet appel visait en partie à construire une **solidarité de classe**, à rassembler les travailleuses et travailleurs au-delà des syndicats, des mouvements sociaux et des frontières géographiques.

C'était aussi une reconnaissance que certaines des revendications majeures des membres de l'UAW telles que de **solides régimes de retraite** et une **protection sociale renforcée** ne pouvaient être obtenues seuls. Les travailleurs devront bâtir de larges alliances capables d'exercer une pression accrue sur les employeurs et sur l'État.

Au cours de l'année écoulée, l'appel de Fain s'est répandu. Certains syndicats, organisations d'ancrage populaire et groupes politiques discutent de la manière dont ils pourraient utiliser le **1er mai 2028** comme un **point de convergence** pour rassembler une large coalition d'organisations luttant autour de revendications communes et ambitieuses, à travers des campagnes d'entreprise coordonnées et un travail électoral partagé.

Le directeur exécutif du magazine *In These Times*, **Alex Han** organisateur syndical et stratège de longue date a forgé l'expression **« Plan 2028 »**, soulignant la nécessité de planifier une telle action coordonnée et de construire du pouvoir, d'amplifier l'impact et d'accroître les capacités à travers les élections, les campagnes politiques et la mobilisation de rue menant à mai 2028.

Mais nous ne pouvons pas attendre 2028 pour agir ! Le **« Plan 2028 »** peut commencer dès le **1er mai 2025**.

Le mouvement syndical peut-il réussir une grève générale ?

Quiconque fréquente la gauche est habitué aux appels réguliers à une grève générale. Mais en réalité, les grèves générales sont rares aux États-Unis et difficiles à organiser. Seulement **10 % des travailleurs** appartiennent à un syndicat, et même là où ils sont syndiqués, ils se heurtent à de nombreux obstacles pour faire grève.

Pour de nombreux salariés du **secteur public**, il est **illégal** de faire grève ; et bien que certains syndicats aient bravé la loi et cessé le travail malgré tout, les sanctions peuvent être lourdes. Les conventions collectives comportent habituellement des **clauses de non-grève**, signifiant que les travailleurs ne peuvent faire grève que dans certaines conditions, notamment à l'expiration du contrat.

Les grévistes perdent leur salaire pendant la grève et, dans certains cas, ils sont

remplacés et perdent définitivement leur emploi. Beaucoup de syndicats n'ont pas de **caisse de grève** suffisantes ou d'autres formes de soutien.

Compte tenu de ces difficultés, il semble peu réaliste d'imaginer le **1er mai 2028** comme une **véritable grève générale nationale**.

Le **Plan 2028** pourrait plutôt prendre la forme d'une série **d'actions croissantes** au cours des prochaines années, comprenant la participation aux élections de 2026 et des luttes coordonnées contre la mise en œuvre du **Projet 2025**.

Ces actions pourraient culminer dans un ou plusieurs mois de **mobilisations nationales** début 2028 : **grandes grèves, rassemblements, manifestations et campagnes législatives**.

Les blocages pourraient prendre d'autres formes que la grève avec piquet sur les lieux de travail comme les **filtrages routiers**, **sit-in** ou **débrayages**, ou encore des **boycotts communautaires** et des **actions directes** semblables à celles observées pendant le **mouvement des droits civiques**.

Tout véritable blocage comporte des risques arrestation, harcèlement, surveillance, etc... et qu'il s'agisse de grèves ou d'autres formes d'action, cela exige une **planification minutieuse** et un **soutien collectif**.

Un projet réaliste et inédit

Bien qu'encore au stade préliminaire, le **Plan 2028** est plus réaliste que nombre d'appels antérieurs, car il émane d'un grand syndicat l'UAW dont les **principaux contrats** arrivent à échéance à cette date.

Quoi qu'il en soit, il est donc possible qu'une partie ou la totalité des **150 000 membres** de l'UAW travaillant pour les trois grands constructeurs automobiles soient en grève à ce moment-là.

De plus, des syndicats ayant une **tradition de grèves victorieuses** rejoignent l'appel. Le plus notable est le **Chicago Teachers Union (CTU)**, qui a adopté l'initiative et travaille à aligner ses négociations contractuelles avec celles de l'UAW.

Le CTU a collaboré avec le **Baltimore Teachers Union** pour soutenir une **résolution lors du congrès national 2024 de l'American Federation of Teachers (AFT)**, appelant les sections locales de l'AFT à appuyer l'appel.

La résolution a été **adoptée à une écrasante majorité**.

Le **American Postal Workers Union (APWU)** a également voté une résolution de soutien. D'autres syndicats et **conseils du travail** se joignent au mouvement.

Bien sûr, de nombreux syndicats ne pourront pas caler la date d'expiration de leur convention sur mai 2028. Certains contrats se termineront quelques mois avant ou après, voire pas la même année.

Néanmoins, l'horizon 2028 donne aux syndicats le **temps nécessaire pour mener un travail d'organisation patient et soutenu**, afin de se doter de la capacité d'action coordonnée sous d'autres formes, notamment le soutien à des **campagnes législatives** convergentes autour de mai 2028.

Intégrer les organisations de mouvement social

Le **Plan 2028** doit reposer sur un **effort national coordonné** qui aille **au-delà des syndicats**, et au-delà des cercles militants habituels.

Cela pourrait commencer par la création de **comités du 1er Mai** dans les villes à travers le pays, dirigés conjointement par des responsables syndicaux, des mouvements sociaux et des organisations politiques, prêts à travailler ensemble contre des cibles électorales et non électorales communes.

Idéalement, le **Plan 2028** pourrait ouvrir la voie à des **partenariats visionnaires et stratégiques** entre syndicats et organisations disposant d'un véritable ancrage de base, telles que **Mijente**, **SURJ (Showing Up for Racial Justice)**, le **Working Families Party**, des organisations confessionnelles et bien d'autres encore.

Nous devons également y impliquer les syndicats **non engagés jusque-là** dans des coalitions progressistes, ainsi que les **adhérents** ayant **voté pour des candidats MAGA**.

Au cours de la dernière décennie, quelques exemples ont montré des syndicats coordonnant la date d'expiration de leurs contrats du **Connecticut** à la **Californie**, parfois en s'alliant à des mouvements sociaux autour de revendications communes profitant à toutes et tous.

Cette approche, connue sous le nom de « **Négociation pour le Bien Commun** » **(Bargaining for the Common Good, BCG)**, ouvre des perspectives enthousiasmantes : elle permet aux syndicats et aux organisations sociales de **trouver des cibles communes** et des **revendications convergentes.**

De nombreux syndicats d'enseignant·es ont utilisé cette méthode, en luttant aux côtés des parents et des élèves pour de meilleures conditions de travail et d'apprentissage.

Un modèle inspirant : le cas du Minnesota

Compte tenu des obstacles, il semble peu réaliste d'imaginer le **1er mai 2028** comme une grève générale totale.

Le **Plan 2028** pourrait plutôt ressembler à une série d'**actions progressives** au fil des années à venir.

Au **Minnesota**, dix syndicats et organisations d'ancrage populaire ont travaillé ensemble au cours des **dix à quinze dernières années** afin d'**aligner leurs conventions collectives** et leurs **revendications communautaires**.

Ils ont mené une **analyse partagée du pouvoir**, identifié des cibles communes, construit la confiance, formé des leaders et entrepris des **actions coordonnées**.

Les syndicats ont fait en sorte que leurs contrats expirent **vers mars 2024**, et, en coopération avec d'autres mouvements sociaux locaux, ils ont développé des **campagnes contractuelles et législatives coordonnées** autour de **quatre thèmes communs** :

1. **un logement stable,**
2. **de bonnes écoles,**
3. **un travail digne,**
4. **et une planète vivable.**

Bien que tous les syndicats n'aient pas fait grève, les groupes de l'alliance ont utilisé ces dates d'expiration comme **points de convergence**.

L'alliance a organisé **une semaine d'action** comprenant manifestations, rassemblements, formations au leadership et lignes de piquetage.

Les syndicats et organisations ont remporté nombre de leurs revendications, dont **des augmentations de salaire substantielles** pour les **concierges**, **enseignant·es** et **agents municipaux d'entretien**.

Les groupes communautaires représentant les **locataires à faibles revenus** et le **Centro De Trabajadores Unidos En La Lucha (CTUL)** ont rejoint ces actions hebdomadaires, exhortant les promoteurs à adhérer à leur **Programme Dignité et Respect dans le Bâtiment**, qui crée un organe indépendant chargé de contrôler les **conditions de travail** dans le secteur de la construction résidentielle.

La négociation pour le bien commun : un outil, pas une panacée

La **négociation pour le bien commun** implique une **approche à long terme** fondée sur la confiance et sur des revendications qu'aucun groupe ne pourrait gagner seul.
Mais ce travail est difficile. Les syndicats disposent souvent de plus de **pouvoir et de ressources** dans ces alliances, et le cadre légal du **droit du travail** et de la **négociation collective** peut en déterminer le rythme.

Il est facile pour un partenaire de **signer un accord séparé**, d'**exclure les autres** ou de **quitter l'alliance**.

Pour construire des **coalitions durables**, les relations doivent aller **au-delà des directions** et impliquer les **adhérent·es de base**.

L'alliance du Minnesota a tenté de prévenir ces écueils grâce à des **règles de fonctionnement partagées**.
Par exemple, il fut convenu que si un partenaire obtenait un accord avec sa cible, il pouvait le signer sans attendre que tous les autres en obtiennent un.

Mais en contrepartie, **chaque organisation** devait participer à la **semaine d'action**, soutenir les piquets et actions des autres groupes, et envoyer des membres aux **formations de leadership**.

La **BCG** n'est pas une solution magique pour l'unité ; c'est un **outil** ou un **cadre stratégique** que l'on peut utiliser efficacement ou mal pour **approfondir l'alignement entre mouvements sociaux et syndicats**.

Les exemples réussis sont inspirants et offrent un modèle de ce que nous pourrions voir se construire à l'approche de **2028**.

Une dynamique politique et militante à construire

L'organisation nécessaire d'ici **2028** pourrait servir de **véhicule** pour faire émerger des **revendications**, des **candidats** et des **bases militantes** capables de constituer le **contrepoids aux Démocrates d'entreprise** dont nous aurons besoin pour **faire face au faux populisme de la droite**.

Certains dirigeants syndicaux pourraient être lents à se rallier au projet.

Cependant, une montée en puissance du mouvement ouvrier peut venir de **leaders combatifs à la base**.

Le regretté **Dan Clawson**, chercheur et dirigeant syndical, soulignait que les vagues de mobilisation ne viennent pas des sommets, mais **malgré eux**.

Mark Meinster, du **United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE)**, estime qu'elles sont plus probables lorsqu'il existe « un grand nombre de **dirigeants ouvriers politiquement conscients**, ayant **l'expérience du militantisme** et **la conviction que le système existant est illégitime** ».

Si cela réussit, le concept pourrait rapidement s'étendre **au-delà des milieux et des lieux de travail** où il a vu le jour.

Répondre au scepticisme et revitaliser le mouvement ouvrier

De nombreux groupes restent **sceptiques vis-à-vis des syndicats**, souvent pour de **bonnes raisons**.

Leurs organisations ont parfois été **exclues d'accords** conclus entre dirigeants syndicaux et responsables politiques, ou ont connu elles-mêmes des expériences **bureaucratiques** ou **inefficaces** avec certains syndicats.

Et la **grande majorité des travailleurs** ne sont **pas syndiqués**.

Le **Plan 2028** pourrait offrir un moyen de **redonner vie au mouvement syndical** :

- En insufflant de l'énergie aux membres et dirigeants combatifs ;
- Et en **inspirant les travailleuses et travailleurs non syndiqués** à organiser leurs propres lieux de travail.

Des actions coordonnées de 2025 à 2028

Dès ce **1er mai**, les dirigeants syndicaux et des mouvements sociaux locaux peuvent lancer des **actions coordonnées** dans les villes du pays, unies autour de **revendications ou de thèmes communs**.

On peut commencer par se concentrer sur quelques régions où les **dirigeants syndicaux et communautaires** sont prêts à **prendre des risques**, à **faire preuve de créativité** et disposent d'une véritable base.

Le **Chicago Teachers Union** travaille déjà avec **ARISE Chicago** et plus de **80 organisations** à la préparation du **1er mai 2025**.
Des responsables d'autres villes rejoignent cet **appel à l'action**. Ces forces alignées devront progressivement développer **une analyse partagée des cibles à long terme** et **une infrastructure commune** pour soutenir l'organisation collective dans les années à venir.

Ces actions conjointes prendront nécessairement un **caractère défensif**, au fur et à mesure que sera mise en œuvre la **feuille de route du Projet 2025**, que les **migrant·es seront attaqué·es** et que les **emplois et services publics** seront réduits.

Mais il est crucial que cet effort comporte aussi des **revendications ambitieuses et visionnaires**.
Les demandes de l'UAW ne se limitent pas, par exemple, à la défense de la **Sécurité sociale** et de **Medicaid**, mais visent à **les étendre**.

Bien que l'appel de l'UAW porte sur les grèves, le **Plan 2028** doit inclure une **stratégie électorale**.

Nous devons adresser nos revendications non seulement aux **employeurs**, mais aussi à **l'État**, à tous les niveaux : local, régional et fédéral.

Les activités du Plan 2028 pourraient aider à bâtir **des organisations politiques indépendantes** et à soutenir **des candidat·es progressistes** lors des élections intermédiaires, sur la base de ces revendications.

Il est encore trop tôt pour prédire quelle sera la priorité absolue en 2028. Mais l'organisation menée d'ici là pourrait servir à **faire émerger les exigences, les candidatures et les bases populaires** nécessaires pour **contrebalancer les Démocrates d'entreprise** et **affronter le faux populisme de la droite**.

Une chose est sûre : face à la montée de la **menace autoritaire** aux États-Unis et dans le monde, un **mouvement ouvrier combatif et politisé**, travaillant avec les **mouvements sociaux**, doit prendre la tête de la **défense et de l'expansion de la démocratie**, comme cela a été fait dans d'autres pays.

Ce qu'il faut pour réussir

Nous pouvons tirer les leçons des alignements **syndicaux-communautaires** observés au **Minnesota**, au **Connecticut**,

en **Californie** et ailleurs, afin d'identifier les **facteurs de réussite** de ces efforts.

1. Un noyau consolidé d'organisations syndicales et de mouvements sociaux

Au cours des dix dernières années, le centre de gravité du travail électoral et non électoral puissant s'est déplacé et renforcé.

Il sera essentiel qu'en plus de l'UAW, certaines de ces organisations deviennent le **noyau directeur** du **Plan 2028**.

Sans un centre fort et fiable, le Plan 2028 aura moins de chances de maximiser son impact aux niveaux national et étatique.

2. Des organisations disposant d'une véritable base

Aucune grève, d'aucune sorte, n'est possible sans **implication réelle des membres**.
Les responsables syndicaux et les militant·es sur les lieux de travail doivent **renforcer leurs structures internes** à l'aide de **cartographies d'atelier**, de **tests de structure** et de **formations au leadership**.

Les organisations de mouvement social doivent elles aussi disposer d'une **base réelle** : les **think tanks** ou les **ONG de plaidoyer** peuvent être des alliés, mais **ne peuvent pas être le socle** d'un alignement fondé sur la construction du pouvoir collectif.

3. Des organisations conscientes de leurs propres intérêts

Le Plan 2028 suscite l'enthousiasme, et beaucoup souhaitent s'y engager pour des raisons politiques ou idéologiques.

Mais chaque organisation doit pouvoir relier concrètement les actions de 2028 à **son propre renforcement**.

Les alignements les plus réussis sont ceux où les organisations comprennent qu'elles poursuivent des **objectifs majeurs qu'elles ne peuvent atteindre seules**.

4. Une implication des membres et de la base

La construction d'alliances exige de **consacrer du temps et de l'espace** à la participation des membres. Offrir une **éducation politique**, des **formations pratiques**, les impliquer dans les **prises de décision**. Organiser des **piquets d'essai**, des **simulations de négociation**, ou faire du **porte-à-porte conjoint** entre syndicalistes et militant·es communautaires.

5. Une recherche partagée

Nous devons mener des **analyses du pouvoir** dans nos communautés et nos États.
Qui détient le pouvoir ? Quelles sont les tendances favorables ou défavorables qui façonnent notre terrain ?

Qui contrôle la production, qui prête l'argent, qui prend les décisions, qui influence les élu·es ?

Où se trouvent nos **cibles communes** ?

6. Des calendriers, des équipes et des ressources partagés

Une coopération durable exige de dépasser les **coalitions superficielles et ponctuelles** pour aller vers une **coordination profonde**.

Nous devons pouvoir **ouvrir nos organisations les unes aux autres**, partager **listes, personnels et moyens**, afin d'accroître la **confiance** et la **capacité collective**.

En contraste avec les appels défensifs à la grève générale

Contrairement à de nombreux appels à la grève générale nés en réaction défensive à des attaques, **l'appel de 2028** constitue un **mouvement offensif**.

Caisse de grève et entraide

L'action directe comporte des risques et peut coûter cher.

Nous devons **mutualiser les fonds**, la **garde d'enfants**, la **nourriture**, les **soins de santé** et autres formes de **travail de soutien** nécessaires pour permettre aux gens de prendre des risques.
Ils doivent savoir que **quelqu'un veille sur eux**.

Nous aurons aussi besoin d'un **soutien juridique** et d'une **évaluation lucide** des risques d'**infiltration** ou de **répression**.

Lignes directrices pour travailler en coalition

Les décennies d'expériences syndicales et de coalitions sociales ont permis d'apprendre beaucoup sur les **pièges possibles**.

Les syndicats souvent partenaires les plus dotés n'ont pas toujours participé avec un souci d'**équité** vis-à-vis des autres.

Les **directives du Minnesota** offrent un modèle.

Madeline Talbott, ancienne dirigeante d'**ACORN**, propose des conseils supplémentaires pour un travail collectif efficace :

- Créer un **comité chargé de fixer l'ordre du jour** ;
- Être clair sur **qui détient le pouvoir de décision** ;
- Discuter de la manière de gérer les **déséquilibres de pouvoir** entre groupes.

Se préparer à une montée en puissance

Il est difficile de prédire une **vague de mobilisation**, mais possible de s'y **préparer**.
Nous pouvons **former des milliers de dirigeant·es** de lieux de travail et de communautés à devenir **organisateurs, responsables de grève, bâtisseurs d'alliances et stratèges**.

Nous pouvons utiliser des **exercices de simulation** pour anticiper la manière dont les patrons et l'État pourraient tenter de **nous diviser, infiltrer ou neutraliser** nos actions.
Nous pouvons aussi créer des **voies d'entrée** pour intégrer de **nouvelles personnes à tous les niveaux**.

Au-delà d'un simple jour en 2028

Contrairement à bien des appels à la grève générale réactifs, **l'appel de 2028** vise à **prendre l'offensive**.
Les **organisations syndicales et les mouvements sociaux**, travaillant en **étroite coordination**, peuvent construire un **pouvoir collectif à l'intérieur et à l'extérieur des lieux de travail**.

Nous pouvons commencer ce travail commun dès **ce 1er mai**.

Mais rien de tout cela ne se limite à **une seule journée en 2028**.

Cette date sert de **point de convergence naturel** pour l'action coordonnée, mais la construction du pouvoir collectif exigera

une **stratégie à long terme**, commençant **dès maintenant** et se poursuivant **au-delà de 2028** :

Une stratégie visant à **bâtir un mouvement ouvrier et social fort, combatif et solidaire**,
et cherchant à obtenir un **pouvoir de gouvernement** capable de **changer les règles du jeu** en profondeur.

https://www.may2028.org/